

## **Call pour contributions à l'atelier: Politiques sociales entre bien commun et intérêts individuels**

*Felix Bühlmann, Martina Koch (Comité de recherche Problèmes sociaux SSS), Jean-Pierre Tabin et Jean-Michel Bonvin (NCCR LIVES)*

Les principales assurances sociales suisses (AVS, AI, assurance chômage, assurance accidents, etc.) tout comme l'assistance sociale sont sans cesse au centre de l'attention politique, au point qu'un des objets majeurs des luttes politiques en Suisse est aujourd'hui l'état social. Dans les débats publics, la référence au bien commun est systématiquement mobilisée : les objectifs de la politique sociale seraient de promouvoir une meilleure redistribution sociale entre différents groupes de la population (jeunes-personnes âgées, riches-pauvres, personnes en bonne santé-malades, femmes-hommes, personnes bien formées-mal formées) et de renforcer des idéaux sociaux comme l'ouverture ou l'égalité des chances. Parallèlement, ces politiques sont ouvertement critiquées parce qu'elles poursuivraient en réalité des intérêts particuliers sous couvert de poursuivre le bien commun. Dans certains cas, des traitements différentiels de sous-populations sont explicitement voulus (par exemple entre personnes de nationalité étrangère et suisses), ce qui a pour conséquence que la politique sociale contribue sans nécessairement le vouloir au renforcement d'inégalités existantes – faisant ainsi obstacle à la poursuite du bien commun. Dans le discours public, les avantages que les différents groupes de la population tirent de politiques sociales spécifiques sont comparés les uns aux autres et la dénonciation de politiques prétendument « intéressées » fait partie intégrante des affrontements politiques.

L'objectif de cet atelier et de discuter cette thématique à partir de deux interrogations: d'une part nous cherchons à comprendre quelles catégories sociales sont (co-)construites par les politiques sociales contemporaines et comment ces catégories sont légitimées (ou remises en question) à partir d'arguments invoquant l'intérêt individuel ou le bien commun. D'autre part, nous nous intéressons aux répercussions que les politiques sociales ont sur différents groupes sociaux et comment ces politiques sont vécues par les groupes concernés. Cela inclut la question de savoir quels groupes sont exclus des prestations sociales, soit parce qu'ils n'y ont pas droit, soit parce qu'ils ne souhaitent pas y avoir recours.

Le comité de recherche "Problèmes sociaux" de la SSS et le Pôle de recherche national LIVES comptent recevoir une large palette de contributions abordant la question du développement des politiques sociales suisses entre bien commun et intérêts individuels. Toutes les approches méthodologiques et théoriques sont les bienvenues. Nous poursuivons trois objectifs spécifiques : nous aimerions motiver surtout les jeunes chercheuses et chercheurs à présenter leurs travaux, nous souhaitons renforcer les échanges entre Hautes écoles spécialisées et Universités et nous visons enfin à consolider les ponts entre les communautés de recherches romandes et alémaniques.

Si vous souhaitez apporter une contribution à notre atelier, nous vous prions de soumettre un titre, un résumé d'au maximum 2000 signes et vos coordonnées (nom, affiliation, adresse, email). L'abstract devra comporter des informations sur la question de recherche, le contexte théorique et empirique et la démarche méthodologique. Nous vous remercions également de nous soumettre 5 mots-clés et au maximum 10 références bibliographiques. Merci d'envoyer votre proposition d'ici le 20 février aux adresses suivantes : [felix.buehlmann@unil.ch](mailto:felix.buehlmann@unil.ch), [martina.koch@fhnw.ch](mailto:martina.koch@fhnw.ch), [jean-pierre.tabin@eesp.ch](mailto:jean-pierre.tabin@eesp.ch) et [jean-michel.bonvin@unige.ch](mailto:jean-michel.bonvin@unige.ch).